



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.595/4
du 14 janvier 2013

sur

un projet d'arrêté 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 27 juin 2002 portant le
statut administratif et
pécuniaire des agents du
personnel opérationnel du
SIAMU'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.595/4
van 14 januari 2013

over

een ontwerp van besluit 'tot
wijziging van het besluit van
de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 27 juni 2002
houdende het administratief
statuut en de
bezoldigingsregeling van het
operationeel personeel van de
DBDMH'

Le 18 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 janvier 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 janvier 2013.

*

Op 18 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 januari 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'auteur du projet doit encore obtenir l'accord du Ministre de la Fonction publique. Il veillera donc au bon accomplissement de cette formalité préalable, conformément à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget' ¹.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de mentionner dans chacune des dispositions modifiées les dispositions modificatives encore actuellement en vigueur ².

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Il y a lieu de préciser, dans l'intitulé, qu'il s'agit d'un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les mots « du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » seront ajoutés après le premier mot « arrêté ».

PRÉAMBULE

Le préambule du projet mentionne, à titre de fondement juridique, l'article 5 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' qui habilite le Gouvernement à définir les règles de fonctionnement du Service d'incendie.

Il y a lieu de compléter ce visa par l'article 8, alinéa 2, qui procure également un fondement juridique au projet en ce qu'il habilite le Gouvernement à déterminer le statut administratif du personnel du Service d'incendie.

¹ Voir l'avis 51.319/4 donné le 30 mai 2012 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2012 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 112 et 113.

En conséquence, il y a lieu de remplacer les mots « notamment l'article 5 » par les mots « les articles 5 et 8, alinéa 2 »³.

DISPOSITIF

Article 6

Comme il a déjà été souligné dans de nombreux avis⁴, l'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas entière lorsqu'elle fixe ou modifie le statut des membres du personnel de son service d'incendie.

En effet, elle doit respecter les dispositions générales fixées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile' ainsi que les dispositions prises par Celui-ci en vertu de l'article 13, § 3, de la même loi tout en ne perdant pas de vue qu'il y a lieu de faire une distinction entre ces deux bases légales : la première habilite le Roi à prendre des dispositions générales en matière statutaire, tout en laissant aux autorités communales, intercommunales et de la Région de Bruxelles-Capitale le soin de compléter ces dispositions, alors que la deuxième base légale habilite le Roi seul à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

Les éléments qui doivent figurer dans le rapport final de stage prévu par l'article 12 de l'arrêté royal du 19 avril 1999 'établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie' doivent également être mentionnés dans la disposition en projet.

³ *Ibid.*, recommandation n° 27, spécialement b), et formule F 3-2-2.

⁴ Voir l'avis 27.260/4 donné le 16 mars 1998 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 'fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' ; l'avis 32.511/4 donné le 26 novembre 2001 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 34.782/4 donné le 3 mars 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 avril 2003 'portant deuxième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 37.420/4 donné le 13 juillet 2004 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2004 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' ; l'avis 40.954/2/V donné le 9 août 2006 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 septembre 2006 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU' et l'avis 48.634/2/V donné le 26 août 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU', voir l'avis 50.820/4 donné le 25 janvier 2012 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} mars 2012 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

Article 7

À l'article 31 en projet, il convient de mentionner « l'article 30, alinéa 1^{er}, 2° ou 3° » au lieu de « l'article 30, 2° ou 3° ».

Article 9

Dans la phrase liminaire, il est inutile de préciser que tel article est « abrogé et remplacé » ; il suffit d'écrire que cet article est remplacé car son remplacement emporte par principe l'abrogation du texte en vigueur à ce moment ⁵.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Aux articles 2, 3, 4, 8 et 9 du projet, il y a lieu d'ajouter les mots « du même arrêté » après l'indication de l'article modifié ⁶.
2. Les modifications à apporter à l'arrêté modifié doivent suivre l'ordre numérique des articles modifiés ⁷. La numérotation du projet sera revue.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 105 et sv.

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-2.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 122.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De steller van het ontwerp moet nog de goedkeuring verkrijgen van de minister van Ambtenarenzaken. Hij dient er dus op toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld, overeenkomstig artikel 16 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak’¹.

ALGEMENE OPMERKING

Met het oog op de rechtszekerheid moeten de thans nog geldende wijzigingsbepalingen in elk van de gewijzigde bepalingen worden vermeld².

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In het opschrift moet worden aangegeven dat het een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreft. Het opschrift dient dus te luiden als volgt: “Ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit (voorts zoals in het ontwerp)”.

AANHEF

De aanhef van het ontwerp vermeldt als rechtsgrond artikel 5 van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’ dat de regering machtigt de regels betreffende de werking van de Brandweerdienst vast te stellen.

¹ Zie advies 51.319/4, op 30 mei 2012 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 november 2012 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 112 en 113.

Deze aanhefverwijzing moet worden aangevuld met artikel 8, tweede lid, dat eveneens rechtsgrond oplevert voor het ontwerp doordat het de regering machtigt het statuut van het administratief personeel van de Brandweerdienst vast te stellen.

Dienovereenkomstig moeten de woorden “inzonderheid op artikel 5” worden vervangen door de woorden “de artikelen 5 en 8, tweede lid”³.

DISPOSITIEF

Artikel 6

In talrijke adviezen⁴ is er reeds op gewezen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet over de volle autonomie beschikt om het statuut van de personeelsleden van zijn brandweerdienst vast te stellen of te wijzigen.

Het Gewest moet immers de algemene bepalingen in acht nemen die de Koning heeft vastgesteld krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 ‘op de civiele bescherming’ alsmede de bepalingen die Hij heeft uitgevaardigd krachtens artikel 13, § 3, van dezelfde wet, waarbij niet uit het oog mag worden verloren dat een onderscheid dient te worden gemaakt tussen deze twee rechtsgronden: de eerste machtigt de Koning om algemene bepalingen uit te vaardigen op het stuk van het statuut, waarbij het aan de overheden van de gemeenten, van de intercommunales en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt overgelaten die bepalingen aan te vullen, terwijl de tweede rechtsgrond uitsluitend de Koning machtigt om de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven alsmede de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten vast te stellen.

³ *Ibid.*, aanbeveling 27, inzonderheid b), en formule F 3-2-2.

⁴ Zie advies 27.260/4, op 16 maart 1998 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 ‘tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp’; advies 32.511/4, op 26 november 2001 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 34.782/4, op 3 maart 2003 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 april 2003 ‘tot tweede wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 37.420/4, op 13 juli 2004 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2004 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; advies 40.954/2/V, op 9 augustus 2006 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 september 2006 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’ en advies 48.634/2/V, op 26 augustus 2010 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’; zie ook advies 50.820/4, op 25 januari 2012 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 maart 2012 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’.

De gegevens die moeten worden opgenomen in het eindverslag betreffende de proeftijd waarin artikel 12 van het koninklijk besluit van 19 april 1999 ‘tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten’ voorziet, moeten ook in de ontworpen bepaling worden vermeld.

Artikel 7

De Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 31 zou beter gesteld worden als volgt:

“In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden ‘in artikel 30, derde lid’ vervangen door de woorden ‘in artikel 30, eerste lid, 2° of 3°’.”

Artikel 9

In de inleidende zin is het onnodig te stellen dat een artikel wordt “opgeheven en vervangen”; het volstaat te schrijven dat dit artikel wordt vervangen, aangezien de vervanging ervan in principe de opheffing van de dan geldende tekst meebrengt⁵.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In de artikelen 2, 3, 4, 8 en 9 van het ontwerp moeten de woorden “van hetzelfde besluit” worden ingevoegd na de opgave van het gewijzigde artikel⁶.
2. De wijzigingen aan te brengen in het gewijzigde besluit, moeten in de numerieke volgorde van de gewijzigde artikelen in acht nemen⁷. De nummering van het ontwerp moet worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 105 e.v.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-2.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 122.